

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 38.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.

Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 18 SEPTEMBRE 1879

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

La patrie en danger, par L.-O. David.—Une nouvelle guerre, par A. Gélina.—Saint-Timothée, par Paul Bassez-Fréville.—Cà et là, par L.-O. D.—Les marins français à Québec.—Les successeurs du cardinal Antonelli.—M. de Morny, par Saint-Simon.—Choses et autres.—Poisie : Le débalé, par M.-J.-A. Poisson.—La muette qui parle, par F. du Boisgobey (suite).—Poésie : On disait, par P. B.—Misère et Pauvreté, par Charles Narrey.—Nos gravures.—Variétés.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Colonie du Cap : Reprise des wagons perdus à Isandula; Afghanistan : Le nouvel émir posant pour sa photographie; La crise à Québec; Henri de la Rochejaquelein; Réception du Gouverneur Général et de la princesse Louise à la jonction de St-Martin, sur le chemin de fer Q. M. O. et O.; Le chien et l'enfant.

NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront six mois d'avance.

LA PATRIE EN DANGER

Jamais notre société n'a offert un plus triste spectacle. Partout, la misère, le découragement, le désespoir, partout des bras sans travail, des familles sans pain, et, pour couronnement de ce triste tableau, un gouvernement sans argent, la province sur le bord de la banqueroute! Et, au milieu de toutes ces ruines, de ces angoisses, les cris stridents des serpents de la discorde, les fureurs de l'esprit de parti, tous les principes et les sentiments violés, les réputations ternies, les caractères flétris, la confiance et le respect détruits. Enfin, deux partis acharnés, presque d'égale force, se déchirant, se dévorant, s'accusant réciproquement de détruire les droits politiques conquis par nos pères, de vendre et de ruiner le pays.

Est-il étonnant que les hommes de bonne volonté s'inquiètent, s'émeuvent et regardent si dans ce ciel chargé de nuages ils ne verront pas luire un rayon d'espoir, si, sur cette mer agitée, ils n'apercevront pas une planche de salut?

—Qu'allons-nous devenir? Que faut-il faire, répète-t-on de tous côtés? Unissons-nous, disent les uns.—Comment unir le feu et l'eau? répondent les autres. Comment combler le fossé qui sépare plus que jamais les partis?—Toute coalition, disent les libéraux, est une immoralité, un abandon de principes; or, dans le moment, elle serait plus odieuse que jamais; car, comment pourrions-nous nous allier à des hommes que nous accusons d'avoir détruit l'autonomie provinciale en destituant l'hon. M. Letellier, et d'avoir porté un coup funeste aux droits de la Chambre en faisant refuser les subsides par le Conseil législatif?—Et nous, disent les conservateurs, pouvons-nous accepter une coalition avec des gens qui ont fait renvoyer un ministère soutenu par la Chambre?

Ces objections sont sérieuses et méritent d'être examinées avec soin.

Il n'y a pas de doute qu'en général, les coalitions sont condamnables et ne sont acceptables et possibles que dans des circonstances exceptionnelles, pour accomplir un objet d'importance majeure et sous toutes les réserves nécessaires pour sauvegarder les principes des partis qui se coalisent. Sommes-nous dans ces circonstances exceptionnelles? Avons-nous un objet spécial et important à accomplir?

Il est incontestable que la situation financière de la province de Québec est des plus critiques, que pour faire face à la dette et aux déficits, il faut deux choses : réduire les dépenses d'un tiers ou d'un quart, et s'adresser au gouvernement fédéral pour en obtenir du secours, soit en l'engageant à acheter le chemin de fer du Nord ou à nous indemniser de la perte de nos droits de douane, qui servent, depuis la confédération, à acheter de nouveaux territoires, à y construire des chemins de fer et à y diriger des flots de population étrangère destinés à nous noyer.

Tous s'accordent à dire que c'est là le remède à la situation et qu'il n'y en a point d'autre.

Voilà donc un objet spécial et d'importance majeure à accomplir, puisqu'il renferme le salut du pays. Or, que les libéraux et les conservateurs fassent ce qu'ils voudront, qu'il y ait des élections ou non, ni l'un ni l'autre des deux partis n'est capable d'exécuter ce programme difficile.

Donc, une coalition est possible et acceptable?

Oui, disent un certain nombre de libéraux, pourvu qu'elle se fasse sur un programme bien déterminé, en vue d'un objet clairement défini, et toutes réserves faites relativement aux questions de principes soulevées par la démission du gouvernement de Boucherville, celle de M. Letellier et par le refus des subsides.

Bien entendu, il n'y a que la raison du salut de la province qui pourrait justifier dans les circonstances la coalition de deux partis que viennent de diviser plus profondément que jamais des questions où l'avenir du gouvernement responsable et de l'autonomie de la province sont en jeu. On ferait comme les anciens Romains qui, interrompant soudain leurs dissensions, lorsque le clairon les appelait sur le champ de bataille, couraient se battre contre l'ennemi, quitte à se quereller de nouveau après avoir sauvé la patrie en danger.

On sauverait la province de Québec de la banqueroute, on essaierait de la faire échapper à la taxe directe en pratiquant des opérations douloureuses dans notre administration et en obtenant des secours du gouvernement fédéral; chacun pourrait reprendre ensuite son drapeau sans graves inconvénients.

L'un des bons résultats de cette coalition serait de rapprocher des gens faits pour marcher ensemble, de faire tomber la guerre religieuse et surtout d'arrêter un moment les ravages effrayants que fait l'esprit de parti et des dangers dont il menace notre autonomie, nos institutions politiques et même notre existence nationale. C'est vraiment alarmant : il n'y a plus rien de certain, rien de sacré; on se fait un plaisir de soulever les discussions les plus dangereuses, d'agiter des problèmes auxquels on n'ose plus toucher en Angleterre, de briser, pour le besoin du moment, des barrières par où l'ennemi entrera plus tard.

Si rien ne vient arrêter le travail de désorganisation qui se fait dans les meilleurs esprits, dans les caractères les plus droits, on verra bientôt un parti ou l'autre accepter l'union législative comme une nécessité, un pis aller. La coalition arrêterait ce travail, tournerait l'ardeur des esprits vers un objet plus national, les rallierait autour d'une grande idée de revendication nationale. Nous réglerions nos comptes avec la Confédération, nous ferions le bilan de ce que nous nous sommes donné réciproquement, nous constaterions une belle balance en notre faveur et nous nous demanderions pourquoi, ayant plus droit que les autres provinces d'avoir des *better terms*, des secours, nous n'en obtiendrions pas comme elles. Pourquoi nous taxer et même tant nous mutiler pour réduire nos dépenses avant d'avoir vu ce que nous pouvons obtenir du pouvoir fédéral? Dans tous les cas, ce serait la seule politique qui pourrait justifier une coalition et la rendre efficace. Il y aurait encore à régler le sort du Conseil législatif, à s'entendre sur les réformes et les réductions à faire et spécialement sur le choix du premier ministre et des autres membres de l'administration.

Les libéraux ne voudront reconnaître en aucune manière la sagesse et l'opportunité de la position prise par le Conseil législatif et renoncer à l'idée de l'abolir; le seul moyen de s'entendre sur ce point,

serait peut-être de convenir que les conseillers qui mourront ne seront pas remplacés.

Les libéraux ayant le pouvoir, exigeront certainement que le premier ministre soit un libéral, seulement ils accepteront M. Langelier ou M. Mercier; le ministère se composerait de trois conservateurs et de trois libéraux, et le septième serait un indépendant. Nous admettons qu'il y a beaucoup de pierres d'achoppement dans le règlement de ces questions.

Ce n'est pas tout pourtant; c'est dans les détails, dans la pratique que se présenteront les plus grandes difficultés.

Par exemple, qu'arrivera-t-il lorsqu'il y aura une élection pour la Chambre locale et qu'il y aura deux candidats sur les rangs, un conservateur et un libéral? Que fera le gouvernement? Restera-t-il neutre, ou sera-t-il convenu que, pour garder la situation des partis telle qu'elle est, on élira alternativement un conservateur et un libéral? Les complications seraient plus grandes encore lorsqu'il s'agirait d'élire un député pour la Chambre fédérale, et démontreraient la difficulté de faire la coalition à Québec sans la faire à Ottawa.

Comment, en effet, se battre à Ottawa, quand on s'embrassera à Québec?

La seule réponse que nous puissions faire à cette objection, c'est qu'une coalition faite à Québec pour forcer le gouvernement fédéral à venir à notre secours, amènerait nécessairement l'union des représentants de la province dans le parlement fédéral.

Inutile de dire qu'il est plus facile de démontrer la nécessité de la fusion que d'indiquer les moyens de la rendre praticable. C'est bien pour cela que toutes les tentatives de fusion faites depuis vingt ans ont échoué, que tant de discours et de phrases sentimentales sur ce sujet n'ont abouti à rien.

Le mal est-il assez grand, la situation de notre province assez désespérée pour produire les sacrifices que nécessiterait une fusion?

Il ne manque pas de libéraux qui disent : Nous ne pouvons pas paraître même céder un pouce de la position que nous avons prise relativement à la démission de M. Letellier et à l'action du Conseil législatif. Ce n'est pas notre faute si la province de Québec a accepté, en 1864, un système politique qui la conduit à la ruine : laissons au parti conservateur le soin de la tirer de l'abîme où la Confédération l'a jetée; tout ce que nous pouvons faire est de les aider à faire les réformes nécessaires et à obtenir du gouvernement fédéral ce qu'ils jugeront à propos de demander.

Voilà ce que l'on dit de part et d'autre, et nous ne disons rien de plus, ayant voulu plutôt faire connaître l'opinion publique que notre propre sentiment.

L.-O. DAVID.

Le passage tant cherché par le Nord-est et le détroit de Behring est enfin trouvé. C'est un navire suédois, la *Vega*, qui a obtenu ce grand résultat depuis si longtemps cherché. Le voyage a duré un an et les explorateurs ont été retenus 264 jours par les glaces. Le voyage d'Europe en Asie, par le détroit de Behring, paraît définitivement assuré.